

CTL Renault Lardy l'étincelle

Contact: ecrire@npa2009.org Consulter: http://www.npa-auto-critique.org/ pour la construction d'un parti des 🗽 travailleurs communiste révolutionnaire

Contact: cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 17 mars 2015

Se perdre dans les départementales ou rejoindre au plus vite l'autoroute des luttes ?

C'est sûr, le gouvernement peut s'en inquiéter, les élections départementales des 22 et 29 mars, tout le monde s'en fiche. D'ailleurs, personne n'y comprend rien. Il s'agirait de voter à ces ex-cantonales pour des représentants de départements que le gouvernement voulait supprimer il y a un an (pour faire des économies) et dont près de la moitié des compétences ont été déjà transférées aux régions. Personne ne sait à quoi sert le scrutin mais, selon le gouvernement, Valls en tête, c'est le FN qui risque, qui peut, qui va gagner. Alors, sur les radios, les télés, la musique gouvernementale est la même. À grands renforts de spots publicitaires, il faut aller voter et voter bien... PS bien sûr! Pour une autre politique? Certainement pas! Hollande et Valls l'ont martelé ces derniers jours : il est « hors de question » de changer de politique.

Un gouvernement rabatteur sur les voies sans issue du FN

Alors, c'est vrai, pourquoi les électeurs voteraient-ils pour le parti au pouvoir qui persiste et signe? Lui qui est, pour cette raison, le premier responsable de la montée du Front national après trois ans de politique antiouvrière.

Pour ne retenir que le pire : la loi pour la « sécurisation » de l'emploi, qui permet une flexibilité sans limite dans les entreprises, de baisser les salaires, d'allonger le temps de travail, de ne plus payer une partie des heures supplémentaires. Et, comme si le patronat n'avait pas déjà tout ce qu'il voulait, le gouvernement nous sort la loi Macron, contre laquelle une journée de grève interprofessionnelle est prévue à juste titre le 9 avril. Tout pour mieux licencier, sans limites.

Le FN embusqué au péage du grand patronat

En réalité, côté FN, personne ne critique la politique anti-ouvrière de Hollande, Macron, du PS ou de l'UMP. C'est cette politique qui génère une colère bien légitime, grossièrement détournée par le FN dont l'arrivée au pouvoir n'améliorerait en rien, bien au contraire, le sort des travailleurs. Et ceux qui vont voter FN en pensant que c'est le dernier parti qu'on n'a pas encore essayé et qu'il ne peut pas faire pire que ce qu'on a déjà eu ignorent, ou

font semblant d'ignorer, que le FN nous réserve encore pire. Preuve en est le racisme et la propagande anti-immigrés qu'il déploie pour nous le faire accepter et nous diviser.

Comme si c'étaient les immigrés qui baissaient nos salaires, qui imposaient la flexibilité, qui licenciaient à tour de bras, qui fermaient les usines! Non, ce sont les grands capitalistes, certains bien français, assoiffés de profits. Ceux-là mêmes que le FN se refuse de dénoncer. Car tous ceux qui veulent diviser les travailleurs en accusant les immigrés sont ceux qui militent en fait pour nous exploiter tous.

La seule riposte possible c'est l'unité des travailleurs contre ceux qui les exploitent.

Les travailleurs immigrés sont nos alliés lorsque nous devons nous battre contre des baisses de salaires, une fermeture d'usine, des suppressions de postes, des restructurations ou des heures supplémentaires non payées dues à une flexibilité toujours accrue.

C'est le moment de manifester notre colère en renouant avec les luttes, et en convergeant tous vers ce qui nous unit : l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et le contrôle de profits qui vont toujours aux mêmes. Dans n'importe quel secteur, une lutte, même partielle, même limitée, peut devenir en peu de temps l'affaire de tous, à condition qu'elle cherche à se coordonner avec d'autres.

Remue-ménage au 41

Les UET instrumentation et câblage vont fusionner avec l'atelier véhicule. Cela va créer une UET avec un large champ d'action sans pour autant mettre les moyens nécessaires en face.

La charge de travail va donc encore augmenter dans un climat où il faut déjà avoir tout fait pour hier. Pour changer ça, les salariés du L41 ont commencé à réclamer des embauches pour arrêter la précarité et la polyvalence. Celles-ci se multiplient dans tous les secteurs, raison de plus pour les soutenir dans leurs actions.

Les chefs s'arrachent les cheveux

Après des réunions d'explication des kits, les CUET ont essayé de répartir les maigres Augmentations Individuelles. Le problème, c'est que souvent le budget ne suffit pas. C'est là où on voit la différence entre un bon chef et un mauvais chef. Le bon chef, il veut augmenter tout le monde mais il peut pas. Le mauvais chef, il veut pas augmenter tout le monde et ça tombe bien parce qu'il peut pas... Dans tous les cas, les mécontents seront nombreux.

On a une solution simple pour éviter ce casse-tête à nos CUET, partir tous ensemble en grève pour 300 euros en plus par mois.

On a retrouvé le magot

Les travaux anti-inondation viennent de se terminer entre le L26 et le L41. Hasard de calendrier, l'achèvement des travaux intervient peu après la clôture d'un autre chantier, celui des NAO. On ne se demande plus ce qu'ils allaient mettre dans ce grand trou, c'est là que la direction a dû cacher son trésor de guerre constitué à nos dépens. Qu'ils se méfient qu'on n'en profite pas pour déterrer la hache de guerre!

La modération salariale, c'est pas pour lui!

La part variable de Ghosn augmente d'un quart et passe à 1,8 millions en 2014. Et comme si cela ne suffisait pas, 100 000 actions de performance, valant au total 4,1 millions, vont lui être attribué pour sa « performance » réalisée en 2014. Soit au total pour 2014 : 7,1 millions d'euros !

Auxquels s'ajoutent 500 000 euros de dividendes de ses actions Renault. Le voilà presqu'autant payé qu'à Nissan: ceux qui craignaient que Ghosn privilégie Nissan parce qu'il y est mieux payé sont maintenant rassurés...

On va lui faire avaler son pipeau

Ghosn a annoncé à grand renfort de tambour et de trompette que Renault allait embaucher 1000 personnes en France cette année. Mais quand on regarde les annonces proposées sur le site renault.com, on n'en trouve que 35 et il ne s'agit que de postes de cadre et aucun n'est à Lardy.

Son tambour et sa trompette, ça ne restera que du pipeau pour nous tant que les embauches ne seront pas réellement ouvertes, dans tous les secteurs et pour toutes les catégories de personnel.

Date de péremption dépassée

Une résolution soumise à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril repousse l'âge limite du début de mandat du directeur général. Il pourra maintenant exercer au-delà de 65 ans. Une disposition taillée sur mesure pour le prochain mandat de Ghosn en 2018, elle lui permettrait en effet de rester à la tête de Renault jusqu'en 2022 et ses 68 ans.

C'est sûr qu'à plus de 7 millions d'euros par an, la place de Président-dictateur à vie est très alléchante.

Salariés vs. mafia PEI: nouvel épisode

PEI a récupéré en janvier 2015 les contrats de nettoyage des sites industriels. Pour le plus grand malheur des salariés déjà pas bien lotis avec leur entreprise précédente. A Cléon, les salariés du nettoyage ont dû faire grève pour obtenir leur salaire après plus de quinze jours de retard... Sans compter vêtements de travail et matériel de nettoyage qui continuent à manquer.

Bref, à Lardy comme ailleurs, PEI, avec la bénédiction de Renault, continue de mener sa guerre contre les salariés du nettoyage. Aux travailleurs d'imposer une autre solidarité Renault-PEI contre ces mauvais coups!

Avant la loi Macron, la loi Trocon

Le gouvernement a fait promulguer la loi « Florange », censée nous protéger des spéculateurs. Elle institue ainsi le droit de vote double pour les actionnaires « fidèles » (plus de 2 ans). Mais même cette mesurette, les capitalistes auront la possibilité de la contourner sans difficulté.

Ainsi, il suffit que l'entreprise fasse voter une résolution à une AG d'actionnaires pour la contourner grâce au principe hyper-démocratique « une action = une voix ». Ce que Renault s'empresse de proposer pour l'AG du 30 avril.

Ouf, on est passé à deux doigts d'une mesure prise par ce gouvernement qui n'aurait pas été dictée par les actionnaires!

Victoire aux 2 heures du Mans

Le 2 mars, les salariés de Renault Le Mans et d'ACI Villeurbanne (filiale de Renault) ont débrayé deux heures pour protester contre la mutation de 14 salariés du Mans à Villeurbanne, et les menaces sur l'avenir de Villeurbanne. La direction a dû reclasser au Mans les 14 salariés. Un premier point de marqué.